

Après plus d'un demi-siècle, la majorité du Sénat français passe à gauche

C'était attendu par la majorité des observateurs et commentateurs politiques mais loin de l'être par les ténors de la droite qui espéraient malgré tout sauver les meubles. Avec dorénavant 177 sièges – une majorité absolue – sur un total de 348 sièges, la victoire de la gauche aux élections sénatoriales est sans appel. Elle est jugée «historique» d'abord parce que la Chambre haute est majoritairement de droite dans toute l'histoire de la 5^e République. Elle est aussi historique parce qu'incontestablement cette victoire va bouleverser le paysage politique et constitue un sérieux signal envoyé à la droite pour l'élection présidentielle de 2012 et peut même augurer de son échec annoncé et pour la gauche, elle donne de solides espoirs, en tout cas une dynamique qu'il va falloir capitaliser et entretenir.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Dès hier matin, au lendemain des élections de dimanche, le président Sarkozy, très certainement ébranlé par les résultats de ses troupes et qui a, pour l'heure, simplement «pris acte des résultats du scrutin sénatorial qui est la conséquence de la progression de la gauche aux élections locales» — a dû, en toute urgence, réunir en son

bureau son Premier ministre François Fillon et Jean-François Copé, le patron de l'UMP, pour envisager et échanger sur la meilleure façon de gérer cette séquence très dangereuse qui le mènera jusqu'à la présidentielle de mai 2012 et, partant, peut même hypothéquer sa réélection à ce scrutin. Dans le camp présidentiel, tout est fait cependant pour minimiser l'échec patent et des éléments de langage (cette technique de communication



Photo : DR

devant assurer une cohérence aux discours de tous ceux qui s'expriment) ont été préparés. «Cette élection est un avertissement sérieux pour notre majorité» et poursuivant plus loin : «Tout reste ouvert pour 2012.»

Ce sont là les propos de Bruno le Maire, ministre de l'Agriculture et concepteur du projet UMP pour la présidentielle de l'année prochaine. Son collègue de la défense, Gérard Longuet (victorieux à ces sénatoriales mais qui gardera son poste de ministre et ne rejoindra pas le Sénat)

considère, pour ce qui le concerne, «que la France n'est pas changée par le Sénat». L'autre élément important de langage est bien sûr de tenter toujours de minimiser la victoire de la gauche, tout en faisant une suite attendue des victoires qu'elle a obtenues aux élections municipales de 2008, régionales de 2010 et cantonales de 2011.

Ainsi, Jean François Copé, aux commandes du parti au pouvoir, UMP, estime «qu'il s'agit d'une défaite qui constitue une déception mais pas une

surprise en raison des défaites locales successives depuis 2004... cela ne constitue en rien un désaveu de la politique gouvernementale». Et le patron de l'UMP d'ajouter que «c'est au 3^e tour que se dessinera vraiment la majorité sénatoriale».

En fait de 3^e tour, Copé fait allusion au vote des sénateurs pour la présidence du Sénat et dont il espère que Gérard Larcher conservera le poste, faisant fi du fait que la majorité obtenue par la gauche dimanche dépasse même de deux sièges la majorité absolue. Tout est fait depuis hier par la droite pour, justement, tenter de faire réélire samedi prochain Gérard Larcher, qui a annoncé qu'il se présenterait à la présidence. Cela ne peut être obtenu que par des «arrangements, des magouilles» que la gauche devra empêcher et au sujet desquels elle appelle à la vigilance.

Tout continue à être fait aussi pour que la défaite de la droite ne soit pas perçue comme celle de Sarkozy et l'expression d'un revers et d'un rejet sans appel du pouvoir en place. Comment sera capitalisée cette victoire par la gauche ? Tout le problème est là comme il est dans le maintien de la dynamique créée par tous les sénateurs de gauche acteurs de cette victoire : les sénateurs PS, écologistes, communistes, radicaux de gauche et divers gauche.

K. B.-A.

ADHÉSION DE LA PALESTINE À L'ONU

Une bataille à gagner

La Palestine sera-t-elle le 194^e membre de l'ONU ? L'ambassadeur palestinien en Algérie, Hussein Abdelkhalek, espère, en tout cas, gagner la bataille de l'adhésion de la Palestine aux Nations Unies. Une bataille difficile face à la menace des Etats-Unis d'utiliser leur veto.

«Si notre demande est acceptée, nous considérerons cette décision comme une grande victoire. Dans le cas d'un refus, nous considérerons qu'une bataille diplomatique a commencé le 23 septembre, et nous continuerons la bataille jusqu'à obtention de l'adhésion.» Ce sont les propos tenus, hier, au centre de presse d'El Moudjahid par Hussein Abdelkhalek lors d'une conférence-débat dédiée à la demande d'adhésion de l'Etat palestinien à l'ONU

L'ambassadeur, très optimiste, espère que l'Etat palestinien obtiendra au moins neuf voix sur quinze au Conseil de sécurité, minimum requis pour que sa demande d'adhésion puisse faire l'objet d'une recommandation du Conseil à l'Assemblée générale de l'ONU, passage obligé pour que celle-ci se prononce par un vote à son tour. En effet, la Chine, la Russie, le Brésil, l'Inde, le Liban et l'Afrique du Sud ont déjà affiché leur soutien à la requête palestinienne.

L'ambassadeur palestinien compte également sur le soutien de la Ligue arabe et la communauté internationale, estimant que les Palestiniens, seuls, ne parviendront pas à leurs fins. Sur sa lancée, Hussein Abdelkhalek dira : «Nous avons de grandes chances à l'Assemblée générale et le soutien de plusieurs pays.» L'ambassadeur n'exclut pas, par ailleurs, la thèse du refus, surtout avec la menace des

Etats-Unis de faire valoir leur droit de veto. Selon le représentant diplomatique, la Palestine ne cédera pas aux menaces des Américains de bloquer la requête des Palestiniens.

Evoquant la possibilité d'une poursuite des négociations avec Israël, l'ambassadeur soulignera que le peuple palestinien veut sa libération, un Etat indépendant avec El Qods comme capitale, le retour des réfugiés et traiter le problème des colonies... Tout cela, estime-t-il, ne peut être résolu par les pourparlers. On ne peut aboutir à une issue qu'à travers l'intervention des Nations Unies, explique-t-il. «Israël se dit favorable aux négociations mais continue en parallèle à tuer les Palestiniens et à construire de nouvelles colonies», s'est insurgé Hussein Abdelkhalek

Seddik Chihab, qui a pris part à cette rencontre, représentant l'APN, estime que la position du Parlement algérien est celle du peuple algérien. La demande d'adhésion à l'ONU formulée par la Palestine «est une démarche salubre, et la balle se trouve aujourd'hui dans le camp de la communauté internationale qui doit corriger l'erreur commise contre les Palestiniens». Si Affif, de son côté, considère la démarche palestinienne comme «un saut qualitatif». Mahmoud Abbas a su porter la cause palestinienne devant l'espace onusien, dira-t-il, tout en se montrant sceptique quant à l'admission de la requête de l'Etat palestinien.

Pour rappel, bien des Etats, notamment de l'Europe de l'Est, ont essuyé plusieurs refus avant de devenir membres de l'ONU.

Wassila Z.

Les «Arabes libyens» de Sarkozy

«Jeunes Arabes libyens, nous vous demandons une chose : unissez-vous !» s'est écrié Sarkozy dans son allocution prononcée à Benghazi. Pour un appel à l'unité, c'est raté. Pourquoi cette discrimination à l'égard des Amazighs qui ont libéré la capitale ? Et d'ailleurs, pourquoi Nicolas Sarkozy si soucieux d'unité a-t-il choisi pour lancer son appel une ville de province, Benghazi, plutôt que Tripoli ? La capitale n'est-elle pas symboliquement mieux indiquée pour exprimer son soutien à la Libye unie ? Sa «politique arabe» aurait-elle été gênée par le drapeau amazigh qui flotte dans le ciel libre de Tripoli sur tous les bâtiments officiels, y compris sur la mythique caserne Bab Azizia, l'antre du dictateur renversé ? En France, on explique généralement la visite de Sarkozy en Libye par des considérations de politique interne. Ce déplacement à Benghazi serait motivé par le souci de requinquer l'image particulièrement détériorée d'un président qui se prépare à reconquérir son siège en 2012. Satisfaits de sa prestation à Benghazi, ses conseillers affirment lui avoir trouvé, en la circonstance, des accents gaullois. Mais pour nous, externes à ces considérations domestiques et politiques, soucieux de l'avenir et de la liberté des Libyens, de tous les Libyens, avenir et liberté sur lesquels pèsent encore de lourdes hypothèques, son cri nous a rappelé, non pas Charles de Gaulle lançant son «vive le Québec libre !» à Montréal en 1966, mais Bélaïd Abdeslam clamant «je suis Arabe parce que Kabyle». En effet, ce discours exprime d'abord une ignorance qui cache une incohérence, celle-là même qui est contenue dans la formule d'Abdeslam, car «Libyens» n'est rien d'autre que le nom antique des Amazighs et Hérodote déjà l'avait employé. Autrement dit, lorsqu'il dit «Arabes libyens» c'est mutatis mutandis le «Arabe kabyle» de Abdeslam. Alors, serait-ce trop demander, cela générerait-il tant les visées stratégiques sur la région de M. Sarkozy, visées purement humanitaires nous n'en doutons pas, que de redonner dans sa vérité leur nom à ces Libyens ? Pourtant, ceux-là sont bien entrés dans l'Histoire et même avant les Gaulois... Au-delà de cette ignorance, l'appel de Sarkozy est en outre aussi discriminant qu'indécemment en ce qu'il exclut de leur patrie des hommes dont le sang qu'ils ont versé pour sa libération n'a pas encore séché sous le soleil de Tripoli. Il est temps, grand temps, que tous comprennent, y compris nos dirigeants et un certain nombre de compatriotes, que l'amazighité n'est pas une identité à taire honteusement, qu'il ne peut y avoir d'unité fondée sur la négation du lien, le premier et le plus ancien, qui unit tous les habitants d'Afrique du Nord de Siwa en Égypte jusqu'à l'Atlantique. Car sans faire de tort à la vérité historique et quelle que soit la langue que nous parlons aujourd'hui, nous pouvons tous dire et désormais avec une fierté enfin retrouvée : «Nous sommes tous des Libyens, c'est-à-dire des Amazighs !»

Hend Sadi, universitaire

Le fief de Kadhafi assiégé, le CNT peine à former un gouvernement

Les forces du Conseil national de transition (CNT) assiégeaient hier Syrte, ville d'origine de l'ex-dirigeant déchu Mouammar Kadhafi, bombardée depuis trois jours par l'Otan.

Les combattants du CNT resserrent l'étau sur la ville, encerclant par l'est et par l'ouest les partisans de Kadhafi dans cette ville située à 360 km à l'est de Tripoli. Les civils fuyant cette ville de 70 000 habitants évoquent les conditions de vie difficiles pour ceux restés sur place.

«La situation dans la ville est très critique», assure Miftah Mohammed, un négociant en poisson fuyant la ville avec 60 personnes — membres de sa famille, proches et voisins — dans un convoi de sept voitures. «Il n'y pas de nourriture, d'eau, de pétrole, ni d'électricité. Les enfants n'ont plus de lait. Cette situation dure depuis près de deux mois et les hommes de Kadhafi interdisent le départ des habitants», témoigne-t-il. Selon lui, «des mercenaires africains, notamment du Tchad, sévissent dans le centre-ville et sont postés sur les toits interdisant aux gens de partir». Une radio pro-Kadhafi émet

à Syrte des messages de propagande pour rallier ce qui reste de loyalistes, selon des habitants. «Vous devez mourir pour Kadhafi, vous devez mourir pour la patrie», indiquent ces messages faisant l'éloge du «grand Guide», en fuite depuis plus d'un mois.

L'Otan a indiqué hier que ses avions avaient bombardé la veille un centre de commandement et de contrôle, des dépôts de munitions, un radar et des lance-roquettes à Syrte.

Sur le front ouest, aucun combat n'a eu lieu hier matin, selon les commandants sur place tandis qu'à l'est, des accrochages se sont produits dans la matinée lorsque un convoi de 150 combattants pro-CNT est entré dans la cité.

Sur le front de Bani Walid (170 km au sud-est de Tripoli), les combattants positionnés à l'entrée de la ville subissaient toujours les tirs de roquettes lancés depuis l'intérieur par les forces pro-Kadhafi. «On en a marre d'attendre, on sait qu'on peut prendre Bani Walid.» Comme Ramadan Khaled, les combattants du nouveau pouvoir libyen veulent lancer l'assaut sur le bas-

tion pro-Kadhafi. «On est là depuis 20 jours, on veut entrer dans Bani Walid, comme les autres combattants qui sont en train de prendre Syrte», expliquait dimanche cet homme de 32 ans, réfugié derrière un mur de brique.

Sur le plan politique, des luttes intestines pour le pouvoir retardent la formation d'un gouvernement transitoire annoncé en principe pour cette semaine, ont indiqué à l'AFP des hommes politiques à Benghazi. Appelé à gérer la transition en attendant de nouvelles élections et la rédaction d'une nouvelle Constitution, ce gouvernement était initialement attendu le 18 septembre. Reconnu par l'ONU comme représentant du peuple libyen, le CNT a annoncé le 2 septembre qu'il comptait diriger le pays jusqu'à l'élection dans huit mois d'une Assemblée constituante, avant des élections générales un an plus tard. Par ailleurs, le géant pétrolier italien ENI a annoncé hier avoir redémarré sa production de pétrole en Libye sur le gisement d'Abu-Attifel, situé à 300 km au sud de Benghazi. ENI est le premier producteur étranger d'hydrocarbures en

Libye, pays dont l'Italie est l'ancienne puissance coloniale. Un peu plus d'un mois après la chute du «Guide» après 41 ans de règne sans partage, les nouvelles autorités ont annoncé dimanche la découverte d'un charnier à Tripoli renfermant les corps des victimes d'un massacre commis par l'ancien régime en 1996. Les restes de plus de 1 700 détenus exécutés en 1996 dans la prison d'Abou Salim à Tripoli ont été trouvés dans un charnier, selon le CNT.

Un comité technique a été chargé de l'identification des corps, mais cette opération «nécessiterait un certain temps», selon un responsable du CNT. Des organisations de défense des droits de l'homme avaient dénoncé l'assassinat en 1996 de centaines de personnes dans cette prison où étaient détenus de nombreux prisonniers politiques. Ce massacre est indirectement à l'origine de la révolte qui a éclaté mi-février puisque les premières manifestations à Benghazi, principale ville de l'Est, ont eu lieu à l'appel de familles de prisonniers tués, qui protestaient contre l'arrestation de leur avocat.